ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de la Fonction publique, le 22 novembre 1990, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "relatif à l'interruption de la carrière professionnelle dans les administrations et autres services des ministères", a donné le 16 janvier 1991 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 22 november 1990 door de Minister van Openbaar Ambt verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende de onderbreking van de beroepsloopbaan in de besturen en andere diensten van de ministeries", heeft op 16 januari 1991 het volgend advies gegeven :

Préambule.

Alinéa 1er.

Cet alinéa doit être rédigé comme suit :

"Vu la loi du 22 janvier 1985 de redressement contenant des dispositions sociales, notamment l'article 99 modifié par la loi du 1er août 1985 et par l'arrêté royal nE 424 du 1er août 1986 et l'article 100 remplacé par l'arrêté royal nE 424 du 1er août 1986;".

Alinéa 2.

Le début de l'alinéa doit s'écrire comme suit :

"Vu la loi-programme du 30 décembre 1988 ...".

Alinéa 3.

A la fin de l'alinéa, il convient d'écrire :

"..., notamment l'article 5, § 4, y inséré par l'arrêté royal du 5 mai 1990;".

Alinéa 4.

Les mots "dans lequel sont consignées les conclusions de la négociation menée au sein" sont superflus et doivent être omis.

Alinéas 6 et 7.

Il y a lieu d'intervertir ces deux alinéas, car le visa de l'article 15 de la loi du 25 avril 1963 doit être directement suivi du visa de l'urgence afin que l'on comprenne que l'Office national de l'emploi n'a pas donné d'avis sur une réglementation qu'elle sera chargée d'appliquer.

Dispositif.

On écrira en français "chapitre Ier".

Article 1er.

L'article 1er serait mieux rédigé comme suit :

"Article 1er. Le présent arrêté ... à un statut, à l'exclusion des stagiaires".

En conséquence, l'alinéa 2 doit être omis.

Article 2.

Le texte néerlandais de l'alinéa 2 doit être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 3.

1. Le paragraphe 1er serait mieux rédigé comme suit :

"Art. 3, § 1er. Le membre du personnel visé à l'article 1er peut interrompre sa carrière de manière complète, par périodes consécutives ou non de six mois au moins et de douze mois au plus, sans que ces périodes puissent, au total, excéder soixante mois au cours de sa carrière".

2. Dans le texte français, la fin du paragraphe 2 serait mieux rédigée comme suit :

"... et joint à cette communication le formulaire de demande visé à l'article 16".

3. Le paragraphe 3 de cet article vise deux hypothèses : le remplacement d'un agent définitif et le remplacement d'un contractuel qui remplace un agent définitif.

De l'accord du fonctionnaire délégué, le paragraphe 3 doit être rédigé comme suit :

"§ 3. L'autorité remplit le formulaire mentionné à l'article 16 et le délivre au membre du personnel, accompagné

d'une copie de l'attestation et, s'il échet, d'une copie du contrat de remplacement, visé à l'alinéa 3 dudit article".

Article 4.

L'article 4 serait mieux rédigé comme suit :

"Art. 4, § 1er. Une allocation de 10.504 F, non indexée par mois est accordée au membre du personnel qui interrompt sa carrière conformément à l'article 3.

Lorsque l'allocation n'est pas due pour un mois complet, elle est réduite au prorata de la durée réelle de l'interruption de carrière pour ce mois.

§ 2. L'allocation est portée à 12.504 F, lorsque l'interruption de carrière prend cours à partir d'une naissance ou d'une adoption postérieure à celle d'un premier enfant pour lequel le membre du personnel, qui interrompt sa carrière, ou son conjoint vivant sous le même toit perçoit des allocations familiales.

L'allocation visée à l'alinéa 1er reste due en cas de prolongation de la période d'interruption initiale.

En cas de décès de l'enfant visé à l'alinéa 1er, l'allocation reste due pour la première interruption en cours.

§ 3. L'allocation visée aux paragraphes 1er et 2 est payée par l'Office national de l'emploi".

Article 5.

1. Au début du paragraphe 1er, il convient d'écrire :

"Art. 5, § 1er. Sous réserve des incompatibilités ...".

2. Il convient de rédiger le paragraphe 2 de la manière suivante :

"§ 2. Lorsque le membre du personnel désire entamer une activité de salarié rémunérée quelconque ou accroître une telle activité accessoire, il doit en avertir l'inspecteur régional du chômage préalablement à l'exercice d'une telle activité.

Le membre du personnel perd le bénéfice de l'allocation le jour de l'exercice d'une activité visée à l'alinéa 1er.

Si l'inspecteur régional du chômage n'a pas été avisé préalablement à l'exercice d'une activité, l'allocation déjà payée est récupérée".

Article 6.

1. Il convient de supprimer la division en paragraphes.

2. Au paragraphe 1er, devenant l'alinéa 1er, il faut écrire dans le texte français :

"... d'interruption à la suite d'une décision de ...".

Il y a, en outre, une discordance entre les textes néerlandais et français; les mots "uit eigen wil" n'ont pas de pendant dans le texte français.

3. Au paragraphe 2, devenant l'alinéa 2, il faut écrire :

"L'alinéa 1er n'est pas ...".

Article 8.

1. Le texte néerlandais du paragraphe 1er doit être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

2. Le paragraphe 2, alinéa 2, serait mieux rédigé comme suit :

"Le remboursement prévu à l'alinéa 1er n'est pas réclamé lorsque la période d'interruption fait suite à une autre ...".

3. Le texte néerlandais du début du paragraphe 3 doit être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

4. A la fin du paragraphe 3, il convient d'écrire :

"... auprès de l'inspecteur régional compétent qui la transmet à l'administrateur général".

Article 10.

1. Dans la phrase introductive de l'alinéa 1er, il convient d'écrire :

"... et de l'article 97, § 3, ...".

2. Au 1E, il faut remplacer les tirets par a), b).

3. Au second tiret, devenant b), il convient d'écrire :

"b)ou bien avoir la qualité de travailleur occupé dans un régime de travail à temps partiel accepté pour échapper au chômage et qui bénéficie ...;".

4. Le 2E de l'alinéa 1er serait mieux rédigé comme suit :

"2Es'il est engagé dans les niveaux 3 ou 4, remplir les conditions prévues au 1E pendant au moins six mois au cours de l'année précédant son engagement".

5. L'alinéa 2 serait mieux rédigé comme suit :

"Pour l'application du présent article, est censé remplir les conditions prévues ...".

Article 11.

Le texte néerlandais de l'article doit être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 12.

1. Le mot "calendrier" doit être omis.

2. Le texte néerlandais du début de l'alinéa 2 doit être rédigé comme il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 14.

Les termes "sans préjudice de l'application des articles 10 à 13" sont ambigus et ne laissent pas apparaître les hypothèses envisagées par l'auteur du projet.

Le texte doit être précisé.

L'observation vaut aussi pour l'article 22.

Article 15.

Le texte suivant est proposé :

"Art. 15. Le membre du personnel, qui désire bénéficier d'une allocation d'interruption, introduit, par lettre recommandée à la poste, une demande au bureau régional du chômage de l'Office national de l'emploi du ressort de sa résidence. Cette demande est censée être reçue le troisième jour ouvrable après son dépôt à la poste".

Article 16.

1. Le texte néerlandais de l'alinéa 1er doit être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

2. A l'alinéa 2, il convient d'écrire, dans le texte français :

"Le ministre de l'Emploi et du Travail détermine les instruments de preuve que l'agent ...".

Il convient, par ailleurs, de remplacer la référence à l'article 4, § 4, par la référence à l'article 4, § 2.

Article 18.

1. Le texte néerlandais de l'alinéa 2 doit être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

2. A l'alinéa 3, il faut écrire :

"... aux dispositions de l'alinéa 2, ...".

Article 20.

1. Au paragraphe 1er, alinéa 1er, il faut écrire :

"..., l'inspecteur régional du chômage convoque ...".

Le texte néerlandais de l'alinéa 2 doit être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

2. Au paragraphe 2, alinéa 1er, il faut écrire dans le texte français :

"... sa décision par lettre recommandée à la poste ...".

Article 21.

A la dernière ligne, il y a lieu d'écrire :

"... des dispositions du présent arrêté".

Articles 22, 23 et 24.

1. L'article 23, § 1er, du projet prévoit que l'article 22 produit ses effets au 13 mai 1990. Cette date est erronée, car l'arrêté royal du 3 mai 1990, publié au Moniteur belge le 22 juin, est entré en vigueur le 2 juillet 1990. La date figurant au paragraphe 1er, alinéa 1er, doit dès lors être corrigée.

2. La même disposition prévoit, par ailleurs, que l'article 4, § 4, du projet produit ses effets le 1er janvier 1990.

L'article 4, § 4, fixe l'allocation d'interruption majorée dans certains cas en raison d'une naissance ou d'une adoption.

En toute logique, il faut considérer que cette allocation majorée ne trouvera à s'appliquer qu'aux interruptions de carrière régies par le nouveau système en projet.

Si l'intention de l'auteur du projet est d'en étendre le bénéfice rétroactivement aux interruptions de carrière

régies par l'arrêté royal du 3 juillet 1985, il serait préférable d'ajouter avant l'article 22 du projet un article 22 nouveau ainsi conçu :

"Art. 22. Dans l'article 4 de l'arrêté royal du 3 juillet 1985 relatif à l'interruption de la carrière professionnelle dans les administrations et autres services des ministères, il est inséré un paragraphe 4, rédigé comme suit :

(Le texte serait le même que celui de l'article 4, § 2, du projet complété par l'article 16, alinéa 2, du projet, compte tenu des observations suggérées par le Conseil d'Etat, section de législation)".

Cette disposition nouvelle trouverait à s'appliquer :

-aux interruptions de carrière en cours entre le 1er janvier 1990 et le 31 décembre 1990;

-aux interruptions de carrière qui, après cette date, restent régies par l'arrêté royal du 3 juillet 1985 (voir article 23, § 2, du projet).

Elle rendrait superflu l'article 23, § 2, alinéa 2, du projet.

Conformément à cette proposition, l'article 22 du projet (devenant l'article 23) doit être rédigé comme suit :

"Art. 23. Dans l'article 5, § 4, du même arrêté, inséré par l'arrêté royal du 3 mai 1990 ... (la suite comme au projet, sous réserve de l'observation).

L'article 23, § 1er, alinéa 1er (devenant l'article 24), doit être rédigé comme suit :

"Art. 24. Le présent arrêté produit ses effets le 1er janvier 1991 à l'exception de l'article 22, qui produit ses effets le 1er janvier 1990, et de l'article 23 qui produit ses effets le 2 juillet 1990".

3. L'article 23, § 1er, alinéa 2, du projet n'est que la répétition d'un effet prévu par la loi. Il doit être omis.

4. En ce qui concerne l'article 23, § 2, alinéa 1er, il serait de meilleure technique légistique d'insérer cette disposition à l'article 1er de l'arrêté royal du 3 juillet 1985, sous forme d'un paragraphe 2, rédigé comme suit :

"§ 2. A partir du 1er janvier 1991, le présent arrêté cesse d'être applicable sauf en ce qui concerne :

1E (comme au 1er tiret devenant a);

2E (comme au second tiret devenant b)".

5. L'article 23, § 2, alinéa 2, est superflu, si l'on retient la suggestion d'un article 22 nouveau insérant à l'article 4 de l'arrêté royal du 3 juillet 1985, l'article 4, § 4, du projet, complété par l'article 16, alinéa 2, du projet.

6. L'article 24 doit devenir l'article 25.

Aanhef.

Eerste lid.

Dit lid moet als volgt worden geredigeerd :

"Gelet op de herstelwet van 22 januari 1985 houdende sociale bepalingen, inzonderheid op artikel 99, gewijzigd bij de wet van 1 augustus 1985 en bij het koninklijk besluit nr. 424 van 1 augustus 1986 en op artikel 100, vervangen bij het koninklijk besluit nr. 424 van 1 augustus 1986;".

Tweede lid.

Het begin van het lid behoort als volgt te worden geschreven :

"Gelet op de programmawet van 30 december 1988 ...".

Derde lid.

Aan het slot van het lid schrijve men :

"..., inzonderheid op artikel 5, § 4, daarin ingevoegd bij het koninklijk besluit van 5 mei 1990;".

Vierde lid.

Men schrijve : "Gelet op het protocol nr. 89 van 4 oktober 1990 van het Comité voor de nationale, de gemeenschaps- en de gewestelijke overheidsdiensten;".

Zesde en zevende lid.

Die twee leden moeten van plaats worden verwisseld, want het beroep op de dringende noodzakelijkheid moet onmiddellijk volgen op de verwijzing naar artikel 15 van de wet van 25 april 1963 opdat onmiddellijk duidelijk zal zijn dat de Rijksdienst voor arbeidsvoorziening geen advies heeft verleend over een regeling die hij zal moeten toepassen.

Bepalend gedeelte.

In het Frans schrijve men "chapitre Ier".

Artikel 1.

Het zou beter zijn artikel 1 als volgt te redigeren :

"Artikel 1. Dit besluit ... een statuut onderworpen zijn, met uitsluiting van de stagiairs".

Het tweede lid moet dientengevolge vervallen.

Artikel 2.

In het tweede lid schrijve men : "... van de in het eerste lid bedoelde ambten die erom verzoeken, toestaan aanspraak te maken op de toepassing van de bepalingen van dit besluit".

Artikel 3.

1. Het zou beter zijn paragraaf 1 als volgt te redigeren :

"Art. 3. § 1. Het in artikel 1 bedoelde personeelslid kan zijn loopbaan volledig onderbreken met al dan niet opeenvolgende periodes van ten minste zes maanden en ten hoogste twaalf maanden, zonder dat die periodes tijdens zijn loopbaan in totaal zestig maanden mogen overschrijden".

2. Het zou beter zijn het slot van paragraaf 2 in het Frans als volgt te redigeren :

"... et joint à cette communication le formulaire de demande visé à l'article 16".

3. In paragraaf 3 van dit artikel worden twee gevallen bedoeld, namelijk de vervanging van een vastbenoemd personeelslid en de vervanging van een personeelslid met arbeidsovereenkomst dat een vastbenoemd personeelslid vervangt.

De gemachtigde ambtenaar is het ermee eens dat paragraaf 3 als volgt moet worden geredigeerd :

"§ 3. De overheid vult het in artikel 16 vermelde formulier in en geeft het af aan het personeelslid, samen met een kopie van het attest en, zonodig, een kopie van de vervangingsovereenkomst, zoals bedoeld in het derde lid van het genoemd artikel".

Artikel 4.

Het zou beter zijn het artikel als volgt te redigeren :

"Art. 4, § 1. Aan het pesoneelslid dat zijn loopbaan overeenkomstig artikel 3 onderbreekt, wordt een niet-geïndexeerde uitkering van 10.504 fr. per maand toegekend.

Wanneer de uitkering niet voor een volledige maand verschuldigd is, wordt ze verminderd naar verhouding van de werkelijke duur van de loopbaanonderbreking voor die maand.

§ 2. De uitkering wordt tot 12.504 fr. verhoogd wanneer de loopbaanonderbreking ingaat na de geboorte of de adoptie van een tweede of daaropvolgend kind en het personeelslid dat zijn loopbaan onderbreekt, of zijn echtgenoot die onder hetzelfde dak woont, voor het eerste kind kinderbijslag ontvangt.

De in het eerste lid bedoelde uitkering blijft verschuldigd in geval van verlenging van de oorspronkelijke onderbrekingsperiode.

In geval van overlijden van het eerste kind, blijft de uitkering verschuldigd voor de eerste lopende onderbreking.

§ 3. De in de paragrafen 1 en 2 bedoelde uitkering wordt betaald door de Rijksdienst voor arbeidsvoorziening".

Artikel 5.

1. Aan het begin van paragraaf 1 schrijve men :

"Art. 5, § 1. Behoudens onverenigbaarheden ...".

2. Paragraaf 2 behoort als volgt te worden geredigeerd :

"§ 2. Wanneer het personeelslid enige betaalde arbeid in loondienst wil beginnen te verrichten of een zodanige bijkomstige werkzaamheid wil uitbreiden, moet hij de gewestelijke werkloosheidsinspecteur hiervan op de hoogte brengen alvorens een zodanige werkzaamheid te verrichten.

Het personeelslid verliest de aanspraak op de uitkering op de dag dat een in het eerste lid bedoelde werkzaamheid wordt uitgeoefend.

Indien de gewestelijke werkloosheidsinspecteur niet op de hoogte is gebracht alvorens een werkzaamheid wordt uitgeoefend, wordt de reeds betaalde uitkering teruggevorderd".

Artikel 6.

1. De indeling in paragrafen behoort te vervallen.

2. In paragraaf 1, die het eerste lid wordt, schrijve men in het Frans :

"... d'interruption à la suite d'une décision de ...".

Er is een discrepantie tussen de Nederlandse en de Franse tekst; de woorden "uit eigen wil" hebben geen tegenhanger in de Franse tekst.

3. In paragraaf 2, die het tweede lid wordt, schrijve men :

"Het eerste lid is niet ...".

Artikel 8.

1. In paragraaf 1 schrijve men aan het begin : "Met een opzegging van ...".

2. Het zou beter zijn paragraaf 2, tweede lid, als volgt te redigeren :

"De in het eerste lid bedoelde terugbetaling wordt niet gevorderd wanneer de periode van onderbreking volgt op een andere ...".

3. Aan het begin van paragraaf 3 schrijve men "ten aanzien van" in plaats van "in hoofde van".

4. Aan het slot van paragraaf 3, behoort te worden geschreven :

"... bij de bevoegde inspecteur die het aan de administrateur-generaal doet toekomen".

Artikel 10.

1. In de volzin die het eerste lid inleidt schrijve men :

"Met toepassing van de bepalingen ... en van artikel 97, § 3, ...".

2. In 1E behoren de streepjes te worden vervangen door a), b).

3. Bij het tweede streepje, dat b) wordt, schrijve men :

"b)ofwel de hoedanigheid hebben van werknemer met een gedeeltelijke arbeidstijdregeling waarmee hij heeft ingestemd om te ontkomen aan de werkloosheid en die uitkeringen geniet ...;".

4. Het zou beter zijn 2E van het eerste lid als volgt te redigeren :

"2Eindien hij in dienst wordt genomen in het niveau 3 of 4, de in 1E gestelde voorwaarden vervullen gedurende ten minste zes maanden van het jaar dat aan zijn indienstneming voorafgaat".

5. Het zou beter zijn het tweede lid als volgt te redigeren :

"Voor de toepassing van dit artikel, wordt de werknemer, ..., geacht de in het eerste lid gestelde voorwaarden te vervullen".

Artikel 11.

Het woord "laureaten" dient te worden vervangen door de woorden "geslaagde kandidaten".

Artikel 12.

1. In het samengesteld woord "kalenderdag" dient het woord "kalender" te vervallen.

2. Het begin van het tweede lid zou aldus gesteld moeten worden : "Indien er een einde gemaakt wordt aan ...".

Artikel 14.

De termen "onverminderd de toepassing van de artikelen 10 tot 13" zijn dubbelzinnig en daaruit blijkt niet op welke gevallen de steller van het ontwerp doelt.

De tekst moet worden verduidelijkt.

De opmerking geldt eveneens voor artikel 22.

Artikel 15.

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"Art. 15. Het personeelslid dat een onderbrekingsuitkering wenst te genieten, dient bij ter post aangetekend schrijven een aanvraag in bij het gewestelijk werkloosheidsbureau van de Rijksdienst voor arbeidsvoorziening bevoegd voor het ambtsgebied waarin het verblijft. Die aanvraag wordt geacht te zijn ontvangen op de derde werkdag na de afgifte ervan ter post".

Artikel 16.

1. In het eerste lid van de Nederlandse tekst schrijve men :

"... vastgesteld worden ... mits zij worden goedgekeurd door de Minister van Tewerkstelling en Arbeid".

2. In de Franse tekst van het tweede lid schrijve men :

"Le ministre de l'Emploi et du Travail détermine les instruments de preuve que l'agent ...".

De verwijzing naar artikel 4, § 4, behoort overigens te worden vervangen door de verwijzing naar artikel 4, § 2.

Artikel 18.

1. In het tweede lid schrijve men "pas" in plaats van "slechts".

Het derde lid zou aldus gesteld moeten worden :

"Indien het recht op uitkeringen op een latere datum ingaat overeenkomstig de bepalingen van het tweede lid, wordt de betrokkene wat zijn bestuur betreft toch geacht met loopbaanonderbreking te zijn vanaf de dag die op het aanvraagformulier is aangegeven".

Artikel 20.

1. In paragraaf 1, eerste lid, schrijve men :

"... roept de gewestelijke werkloosheidsinspecteur ...".

In het tweede lid schrijve men "verhinderd is" in plaats van "belet is".

2. In paragraaf 2, eerste lid, schrijve men in het Frans :

"... sa décision par lettre recommandée à la poste ...".

Artikel 21.

Aan het slot schrijve men :

"... het toezicht op de naleving van de bepalingen van dit besluit".

De artikelen 22, 23 en 24.

1. In artikel 23, § 1, van het ontwerp wordt bepaald dat artikel 22 uitwerking heeft op 13 mei 1990. Dat is een verkeerde datum want het koninklijk besluit van 3 mei 1990, dat op 22 juni in het Belgisch Staatsblad is bekendgemaakt, is op 2 juli 1990 in werking getreden. De datum die in

paragraaf 1, eerste lid, voorkomt moet derhalve worden verbeterd.

2. In dezelfde bepaling wordt overigens bepaald dat artikel 4, § 4, van het ontwerp uitwerking heeft op 1 januari 1990.

Artikel 4, § 4, stelt de onderbrekingsuitkering vast die in sommige gevallen wordt verhoogd wegens een geboorte of een adoptie.

Logischerwijs moet ervan uitgegaan worden dat die verhoogde uitkering slechts zal gelden voor de loopbaanonderbrekingen die onder de nieuwe ontworpen regeling vallen.

Indien de steller van het ontwerp de bedoeling heeft de regeling met terugwerking uit te breiden tot de loopbaanonderbrekingen die onder de toepassing van het koninklijk besluit van 3 juli 1985 vallen, zou het beter zijn dat er vo,'o,'r artikel 22 van het ontwerp een nieuw artikel 22 wordt ingevoegd dat als volgt luidt :

"Art. 22. In artikel 4 van het koninklijk besluit van 3 juli 1985 betreffende de onderbreking van de beroepsloopbaan in de besturen en de andere diensten van de ministeries, wordt een paragraaf 4 ingevoegd die als volgt luidt :

(De tekst zou dezelfde zijn als die van artikel 4, § 2, van het ontwerp aangevuld met artikel 16, tweede lid, van het ontwerp, met inachtneming van de opmerkingen die in

overweging zijn gegeven door de Raad van State, afdeling wetgeving)".

Die nieuwe bepaling zou toepassing vinden op :

-de loopbaanonderbrekingen die liepen tussen 1 januari 1990 en 31 december 1990;

-de loopbaanonderbrekingen die na die datum onder de toepassing blijven vallen van het koninklijk besluit van 3 juli 1985 (zie artikel 23, § 2, van het ontwerp).

Hierdoor zou artikel 23, § 2, tweede lid, van het ontwerp overbodig worden.

Overeenkomstig dit voorstel zou artikel 22 van het ontwerp (dat artikel 23 wordt) als volgt moeten luiden :

"Art. 23. In artikel 5, § 4, van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 3 mei 1990 ... (voorts zoals in het ontwerp, behoudens de opmerking)".

Artikel 23, § 1, eerste lid (dat artikel 24 wordt), zou als volgt moeten luiden :

"Art. 24. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1991, met uitzondering van artikel 22, dat uitwerking heeft met ingang van 1 januari 1990, en van artikel 23, dat uitwerking heeft met ingang van 2 juli 1990".

3. Artikel 23, § 1, tweede lid, van het ontwerp is slechts de herhaling van een door de wet voorgeschreven uitwerking. Het zou moeten vervallen.

4. Met betrekking tot artikel 23, § 2, eerste lid, zou het uit wetgevingstechnisch oogpunt beter zijn dat die bepaling wordt ingevoegd in artikel 1 van het koninklijk besluit van 3 juli 1985, in de vorm van een paragraaf 2 die als volgt luidt :

"§ 2. Vanaf 1 januari 1991 is dit besluit niet meer van toepassing behalve voor :

1E (zoals bij het eerste streepje, dat a wordt);

2E (zoals bij het tweede streepje, dat b wordt)".

5. Artikel 23, § 2, tweede lid, is overbodig indien wordt ingegaan op het voorstel van een nieuw artikel 22 waarbij in artikel 4 van het koninklijk besluit van 3 juli 1985, artikel 4, § 4, van het ontwerp wordt ingevoegd, aangevuld met artikel 16, tweede lid, van het ontwerp.

6. Artikel 24 moet artikel 25 worden.

La chambre était composée de

Messieurs : C.-L. CLOSSET, président de chambre,
de Heren : kamervoorzitter,

R. ANDERSEN, conseillers d'Etat,
M. LEROY, staatsraden,

F. RIGAUX, assesseurs de la section de législation,
F. DELPEREE, assessoren van de afdeling wetgeving,

Madame : J. GIELISSEN, greffier assumé,
Mevrouw : toegevoegd griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. R. ANDERSEN.

Le rapport a été présenté par M. C. MENDIAUX, premier auditeur.

La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. B. DEROUAUX, référendaire.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

J. GIELISSEN.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. R. ANDERSEN.

Het verslag werd uitgebracht door de H. C. MENDIAUX, eerste auditeur.

De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de H. B. DEROUAUX, referendaris.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

C.-L. CLOSSET.